



*Signataires : Thierry Cerutti, Skender Salihi, Ana Roch, Christian Flury, Arber Jahija, François Baertschi, Christian Steiner, Gabrielle Le Goff, Amar Madani*

*Date de dépôt : 2 juin 2026*

## **Proposition de motion**

### **Déductions fiscales pour les frais d'entretien et de rénovation de son bien immobilier**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
considérant :

- qu'une majorité de la population et des cantons ont voté dimanche 28 septembre l'abolition de la valeur locative, supprimant ainsi cet impôt virtuel ;
- que cette mesure est accompagnée par la suppression de la déduction des intérêts passifs, des frais d'entretien et de rénovation ;
- que la décision de supprimer les frais d'entretien et de rénovation péjore les entreprises et artisans du secteur de la construction ;
- que cette situation peut amener les propriétaires à chercher des solutions alternatives, dont le travail de « gré à gré » pour entretenir et rénover leur bien ;
- que les élus majoritaires des Chambres fédérales se sont laissé abuser et tromper par la minorité opposée à l'abolition de la valeur locative en supprimant la déduction des frais d'entretien et de rénovation ;
- qu'il est indispensable de conserver en état notre parc immobilier,

invite le Conseil d'Etat

à revenir avec une proposition afin que les propriétaires puissent déduire les frais d'entretien et de rénovation des biens immobiliers.

## ***EXPOSÉ DES MOTIFS***

La suppression de la valeur locative s'accompagne de celle des déductions fiscales pour les intérêts passifs, les frais d'entretien et de rénovation. Les investissements dans les économies d'énergie ne pourront également plus être déduits de l'impôt fédéral. Les cantons conservent toutefois la possibilité d'autoriser de telles déductions.

La situation que nous traversons toutes et tous depuis mars 2020 avec l'arrivée de la pandémie de COVID-19 et aujourd'hui ses dérivés fait que la population genevoise et plus largement helvétique est de plus en plus impactée par des augmentations de tous genres, diminuant drastiquement leur pouvoir d'achat.

Notre économie est en souffrance, le milieu de la construction aussi et cette mesure ne va pas dans la bonne direction pour l'avenir d'un bon nombre de métiers.

Afin d'éviter tous types de dérives dans l'univers de la rénovation et de l'entretien des biens immobiliers, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les députés, à faire un bon accueil à la présente proposition de motion.